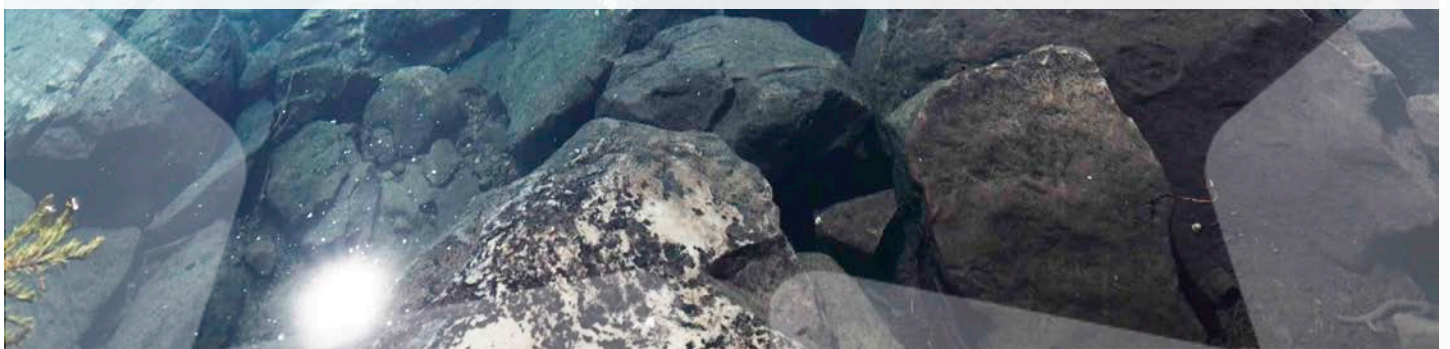


2020-2021

États financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2021



Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2021 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO). Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement du Canada, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de DEO. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le *Rapport sur les résultats ministériels* de DEO concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.


La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de DEO soient au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à déterminer les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

DEO peut faire l'objet d'audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général et utilise les résultats de ces audits pour adhérer à la *Politique sur la gestion financière* du Conseil du Trésor

Un audit des contrôles de base a été réalisé en 2013-2014 par le Bureau du contrôleur général du Canada. Le rapport d'audit et le plan d'action de la direction connexe sont affichés sur le site Web du Ministère, soit au <http://www.wd-deo.gc.ca/fra/18737.asp> et au <http://www.wd-deo.gc.ca/fra/18738.asp>.

Les états financiers de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada n'ont pas fait l'objet d'un audit.



Dylan Jones, sous-ministre
Edmonton, Canada

August 30, 2021

Date

Sundeep Cheema, dirigeant principal
des finances

Date

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

État de la situation financière (*non audité*)

au 31 mars

(en dollars)

	2021	2020
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	109 126 277 \$	77 016 099 \$
Indemnités de vacances et congés compensatoires	3 009 437	1 909 252
Avantages sociaux futurs (note 5)	1 159 944	1 227 831
Total des passifs bruts	113 295 658	80 153 182
Total des passifs nets	113 295 658	80 153 182
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	108 961 514	76 708 478
Débiteurs et avances (note 6)	164 931	322 079
Prêts (note 7)	272 996 112	91 492 257
Total des actifs financiers bruts	382 122 557	168 522 814
Actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement		
Débiteurs et avances (note 6)	0	(6 036)
Prêts (note 7)	(272 996 112)	(91 492 257)
Total des actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement	(272 996 112)	(91 498 293)
Total des actifs financiers nets	109 126 445	77 024 521
Dette nette ministérielle	4 169 213	3 128 661
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (note 8)	1 711 082	1 181 174
Total des actifs non financiers	1 711 082	1 181 174
Situation financière nette ministérielle	(2 458 131) \$	(1 947 487) \$

Obligations contractuelles (note 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.



Dylan Jones, sous-ministre
Edmonton, Canada

August 30, 2021

Date

Sundeep Cheema, dirigeant principal
des finances

Date

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle (non audité)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	2021	2021	2020
	Résultats prévus		
Charges			
Services aux entreprises	43 753 940 \$	287 446 380 \$	46 348 734 \$
Initiatives communautaires	54 324 547	276 003 961	41 814 263
Croissance des entreprises	48 206 808	71 701 880	68 470 625
Innovation	75 734 923	71 639 038	106 086 695
Services internes	14 151 031	16 168 921	15 175 747
Charges engagées pour le compte du gouvernement	<u>(13 513 917)</u>	<u>(159 107 721)</u>	<u>(31 151 332)</u>
Total des charges	222 657 332	563 852 459	246 744 732
Revenus			
Intérêt	120 757	162 683	132 106
Autre	2 469	15	526
Amortissement d'escompte	19 475	0	2 791 412
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	<u>(140 331)</u>	<u>(162 698)</u>	<u>(2 923 598)</u>
Total des revenus	2 370	0	446
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	222 654 962	563 852 459	246 744 286
Financement du gouvernement et transferts			
Encaisse nette fournie par le gouvernement		524 655 701	209 026 290
Variations des montants à recevoir du Trésor		32 253 036	31 270 378
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 10)		6 422 026	5 946 959
Transferts des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages		0	(1 313)
Éléments d'actifs et de passifs transférés entre ministères (note 11)		<u>11 052</u>	<u>8 595</u>
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts		510 644	493 377
Situation financière nette ministérielle - début de l'exercice		(1 947 487)	(1 454 110)
Situation financière nette ministérielle - fin de l'exercice		<u>(2 458 131)</u>	<u>(1 947 487)</u>

Information sectorielle (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

État de la variation de la dette nette ministérielle (*non audité*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	510 644 \$	493 377 \$
Variation due aux immobilisations corporelles		
Acquisition d'immobilisations corporelles	543 275	161 666
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>(13 367)</u>	<u>(24 996)</u>
Total de la variation due aux immobilisations corporelles	529 908	136 670
Augmentation nette de la dette nette ministérielle	1 040 552	630 047
Dette nette ministérielle - début de l'exercice	3 128 661	2 498 614
Dette nette ministérielle - fin de l'exercice	<u>4 169 213 \$</u>	<u>3 128 661 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

État des flux de trésorerie (non audité)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	563 852 459 \$	246 744 286 \$
Éléments n'affectant pas l'encaisse :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(13 367)	(24 996)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 10)	(6 422 026)	(5 946 959)
Transferts des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages	0	1 313
Variations de l'état de la situation financière :		
Augmentation (diminution) des débiteurs et avances	(151 112)	143 224
Diminution (augmentation) des créditeurs et charges à payer	(32 110 178)	(31 407 978)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(1 100 185)	(547 135)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	67 887	(88 536)
Transfert de biens d'autres ministères (note 11)	(11 052)	(8 595)
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	524 112 426	208 864 624
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	543 275	161 666
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	543 275	161 666
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	524 655 701 \$	209 026 290 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

1. Mandat et objectifs

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) a été fondé en 1987 afin de promouvoir le développement et la diversification de l'économie de l'Ouest canadien, et de faire valoir les intérêts de l'Ouest dans l'établissement et la mise en œuvre de politiques, de programmes et de projets économiques nationaux. La ministre du Développement économique et des Langues officielles est responsable de l'organisation.

Le mandat de DEO, tiré de la *Loi sur la diversification de l'économie de l'Ouest canadien*, consiste à soutenir et à diversifier l'économie de l'Ouest canadien. Ce vaste mandat permet au Ministère de mettre en place toute une gamme d'initiatives dans l'Ouest canadien et d'effectuer des investissements stratégiques pour tirer profit d'avantages régionaux compétitifs et favoriser la croissance de l'économie de l'Ouest. DEO contribue également au Plan pour l'innovation et les compétences, du gouvernement du Canada, à d'autres priorités pangouvernementales aux lettres de mandat des ministres.

DEO possède des bureaux dans chacune des quatre provinces de l'Ouest canadien, et à Ottawa. Son assise dans l'Ouest permet au Ministère de favoriser de solides partenariats avec des organisations économiques et communautaires, des établissements de recherche et d'enseignement universitaire, des peuples autochtones ainsi que les provinces et les municipalités. Ces relations aident DEO à refléter les perspectives de l'Ouest dans le cadre de la prise de décisions nationales.

DEO promeut la croissance et la diversification de l'économie de l'Ouest canadien en encourageant l'innovation, en améliorant la compétitivité des entreprises, en promouvant l'adoption de technologies propres et d'une croissance inclusive.

Les programmes suivants contribuent à l'atteinte du résultat stratégique de DEO :

- **Innovation** : Les entreprises de l'Ouest canadien sont novatrices;
- **Croissance des entreprises** : Les entreprises de l'Ouest canadien sont compétitives et elles exportent leurs produits et services;
- **Services aux entreprises** : Les entreprises de l'Ouest canadien ont accès à des services de consultation et à du capital;
- **Initiatives communautaires** : Les collectivités de l'Ouest canadien disposent des infrastructures publiques et des programmes d'aide au redressement nécessaire pour stimuler la croissance économique
- **Services internes** : Un soutien efficace et performant favorisant l'obtention du résultat stratégique du Ministère.

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers sont préparés conformément aux politiques comptables du Ministère énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des politiques comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

(a) Autorisations parlementaires

DEO est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties à DEO ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus inclus dans les sections « Charges » et « Revenus » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'État des résultats prospectifs intégrés au Plan ministériel 2020-2021. Les montants des résultats prévus ne sont pas inclus dans la section « Financement du gouvernement et transferts » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ni dans l'État de la variation de la dette nette ministérielle parce que ces montants n'ont pas été inclus dans le Plan ministériel 2020-2021.

(b) Encaisse nette fournie par le gouvernement

DEO fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par le Ministère est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par DEO sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement.

(c) Montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser)

Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser) découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations du Ministère et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que DEO a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.

(d) Revenus

Les revenus sont constatés pendant la période au cours de laquelle survient l'événement qui a donné lieu aux revenus.

Les revenus qui ne peuvent être dépensés à nouveau ne peuvent servir à acquitter les passifs de DEO. Bien que l'on s'attende à ce que l'administrateur général maintienne le contrôle comptable, il n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser à nouveau. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de l'entité.

(e) Charges

Les paiements de transfert sont passés en charges durant l'année où le transfert est autorisé et que le bénéficiaire répond aux critères d'admissibilité.

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.

Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour les locaux, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires, les services juridiques et les indemnités des employés sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur valeur comptable.

(f) Avantages sociaux futurs

- I. Prestations de retraite : Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique (*Loi sur la pension de la fonction publique*), un régime de retraite multiemployeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de DEO au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Ministère découlant du régime. La responsabilité du Ministère relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.
- II. Indemnités de départ : L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour les groupes d'employés admissibles. L'obligation restante pour les employés qui n'ont tiré aucune indemnité est calculée à l'aide de l'information tirée des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

(g) Débiteurs et prêts

Les débiteurs et les prêts sont initialement comptabilisés au coût et, lorsqu'il est jugé nécessaire, sont ajustés pour refléter leurs conditions avantageuses. Les conditions avantageuses comprennent les cas où les prêts sont consentis à long terme, à faible taux d'intérêt ou sans intérêts. Les paiements de transfert qui sont remboursables sans condition sont comptabilisés comme des prêts. Lorsque nécessaire, une provision pour moins-value est comptabilisée afin de réduire la valeur comptable des débiteurs et des prêts à des montants qui correspondent approximativement à leur valeur de recouvrement nette.

(h) Actifs non financiers

Les coûts d'acquisition de terrains, de bâtiments, de matériel et d'autres immobilisations sont capitalisés comme immobilisations corporelles et, à l'exception des terrains, sont amortis aux charges au cours de la durée de vie utile estimative des biens, tel que décrit à la note 8. Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût initial est d'au moins 10 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat. Les immobilisations corporelles ne comprennent pas les biens immeubles situés sur les réserves, telles que définies par la *Loi sur les Indiens*; des œuvres d'art, des collections de musées et les terres publiques auxquelles il est impossible d'attribuer un coût d'acquisition; et des actifs incorporels.

(i) Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant la provision pour garanties, sont une obligation potentielle qui peut devenir une obligation réelle advenant la réalisation ou non d'un ou de plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie, une provision est comptabilisée et une charge est comptabilisée dans les autres charges. Si la probabilité de l'événement ne peut être déterminée ou s'il est impossible d'établir une estimation raisonnable, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

En ce qui concerne les garanties, une provision est comptabilisée lorsqu'il est déterminé qu'une perte est probable, et le montant de la provision est estimé en tenant compte de la nature de la garantie, de l'historique des pertes et des conditions existantes. La provision est révisée de façon continue, et les variations dans le montant de la provision sont passées en charges au cours de l'exercice où elles sont connues.

(j) Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui peuvent devenir des actifs réels advenant la réalisation ou non d'un ou de plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non, l'actif éventuel est présenté dans les notes afférentes aux états financiers.

(k) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés et divulgués au titre des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses dans les états financiers et les notes complémentaires au 31 mars. Les estimations reposent sur des faits et des circonstances et l'expérience historique et la conjoncture économique générale et rendent compte de la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant connexe à la date des états financiers. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les provisions pour créances douteuses, le passif au titre d'avantages sociaux futurs, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et l'escompte non amorti lié aux contributions remboursables sans condition. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

(l) Opérations entre entités apparentées

Les opérations entre entités apparentées, autres que les opérations interentités, sont comptabilisées à la valeur d'échange.

Les opérations interentités sont des opérations entre les entités sous contrôle commun. Les opérations interentités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont évaluées à la valeur comptable, sauf pour ce qui suit :

- i. Les services à recouvrements de coûts sont comptabilisés à titre de revenus et de dépenses sur une base brute et mesurés à la valeur d'échange.
- ii. Certains services reçus gratuitement sont comptabilisés aux fins des états financiers ministériels à la valeur comptable.

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

3. Autorisations parlementaires

DEO reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de DEO pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

(a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisées

	2021	2020
	(en dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	563 852 459 \$	246 744 286 \$
Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(13 367)	(24 996)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(6 422 026)	(5 946 959)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et de congés compensatoires	(1 100 185)	(547 135)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	67 887	(88 536)
Diminution (augmentation) des charges à payer non imputées aux autorisations	754 310	904 092
Remboursement de charges des exercices antérieurs	327 639	233 887
Autres	0	54 347
Total des éléments qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, □ mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations	(6 385 742)	(5 415 300)
Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	543 275	161 666
Transferts des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages	0	1 313
Paiements de transfert à remboursement non conditionnel	349 413 539	67 560 511
Hausse des avances aux employés	74 415	27 953
Total des éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement, mais ayant une incidence sur les autorisations	350 031 229	67 751 443
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	907 497 946 \$	309 080 429 \$

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(b) Autorisations fournies et utilisées

	2021	2020
	(en dollars)	
Autorisations fournies :		
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	52 974 033 \$	44 588 627 \$
Crédit 5 - Paiements de transfert	526 561 434	266 443 500
Crédit 10 - Lancement d'une stratégie fédérale sur l'emploi et le tourisme	0	42 752
Crédit 25 - Investir dans une économie de l'Ouest diversifiée et croissante	0	1 026 058
Montants législatifs	477 815 587	4 414 068
Moins :		
Autorisations disponibles pour emploi au cours des exercices ultérieurs	0	(7)
Périmés : Fonctionnement	(5 735 026)	(1 042 196)
Périmés : Paiements de transfert	(144 078 834)	(5 323 563)
Périmés : Lancement d'une stratégie fédérale sur l'emploi et le tourisme	0	(42 752)
Périmés : Investir dans une économie de l'Ouest diversifiée et croissante	0	(1 026 058)
Périmés : Montants législatifs	(39 248)	0
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	907 497 946 \$	309 080 429 \$

4. Crédoeurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente les détails des crédoeurs et des charges à payer de DEO:

	2021	2020
	(en dollars)	
Crédoeurs - autres ministères et organismes	1 130 312 \$	525 697 \$
Crédoeurs - parties externes	105 573 173	73 431 249
Total des crédoeurs	106 703 485	73 956 946
Charges à payer	2 422 792	3 059 153
Total des crédoeurs et des charges à payer	109 126 277 \$	77 016 099 \$

5. Avantages sociaux futurs

a) Prestations de retraite

Les employés de DEO participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de services ouvrant droit à pension multipliée par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées en fonction de l'inflation.

Tant les employés que DEO versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au Plan d'action économique 2012, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime en date du 1^{er} janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Le montant des charges de 2020-2021 s'élève à 3 672 265 \$ (3 057 737 \$ en 2019-2020). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,01 fois (1,01 fois en 2019-2020) les cotisations des employés et, pour les membres du groupe 2, à environ 1,00 fois (1,00 fois en 2019-2020) les cotisations des employés.

La responsabilité de DEO relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers consolidés du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

b) Indemnités de départ

Précédemment, les indemnités de départ accordées aux employés de DEO étaient basées sur l'admissibilité de l'employé, les années de service et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Par contre, depuis 2011, l'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a progressivement cessé pour la quasi-totalité des employés. Les employés assujettis à ces changements ont eu la possibilité d'être payés immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Au 31 mars 2018, pratiquement tous les paiements avaient été effectués. Ces indemnités ne sont pas capitalisées et, par conséquent, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevés sur les autorisations futures.

Les changements dans les obligations durant l'année sont les suivantes :

	2021	2020
	(en dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice	1 227 831 \$	1 139 295 \$
Charge pour l'exercice	281 307	397 054
Prestations versées pendant l'exercice	(349 194)	(308 518)
Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice	1 159 944 \$	1 227 831 \$

6. Débiteurs et avances

Le tableau suivant présente les détails des soldes des débiteurs et des avances de DEO :

	2021	2020
	(en dollars)	
Débiteurs - autres ministères et organismes	79 702 \$	263 751 \$
Débiteurs - parties externes	168	14 458
Avances aux employés	85 061	43 870
Débiteurs bruts	164 931	322 079
Débiteurs détenus pour le compte du gouvernement	0	(6 036)
Débiteurs nets	164 931 \$	316 043 \$

Des avances aux employés totalisant 11 052 \$ ont été transférées d'autres ministères à DEO durant l'exercice 2020-2021 (8 595 \$ en 2019-2020). Consulter la note 11 pour obtenir de plus amples détails.

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

7. Prêts

Le tableau suivant présente les détails des soldes des prêts et des contributions remboursables sans condition de DEO :

	2021	2020
	(en dollars)	
Prêts		
Paiements de transfert à remboursement non conditionnel	506 307 843 \$	166 756 686 \$
Intérêt couru - Paiements de transfert à remboursement non conditionnel	398 228	303 654
Moins : Escompte non amorti	(19 051 671)	(3 742 849)
Sous-total	487 654 400	163 317 491
Paiements de transfert recouvrables	272 316	209 845
Sous-total	487 926 716	163 527 336
Moins : Provision pour irrécouvrabilité	(214 930 604)	(72 035 079)
Prêts bruts	272 996 112	91 492 257
Prêts en cours détenus pour le compte du gouvernement	(272 996 112)	(91 492 257)
Prêts nets	0 \$	0 \$

Contributions remboursables sans condition

Les contributions remboursables sans condition correspondent à 4 544 prêts non productifs d'intérêt émis entre les années 2008 et 2021, et comportant des modalités de remboursement prescrites. Les prêts sont consignés à leur valeur actualisée nette tenant compte du taux d'intérêt du marché au moment de l'octroi du prêt. Une provision de 214 757 977 \$ (71 835 255 \$ en 2019-2020) a été constatée.

En ce qui concerne l'intérêt facturé sur les paiements de transfert à remboursement sans condition, une provision de 172 627 \$ (94 901 \$ en 2019-2020) a été constatée.

Paiements de transfert recouvrables

Les paiements de transfert recouvrables se rapportent aux paiements effectués à des parties extérieures qui sont remboursables selon les conditions spécifiées dans l'accord de contribution qui a été conclu. Une allocation de 0 \$ (104 923 \$ en 2019-2020) a été enregistrée.

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

Catégorie d'immobilisations	Période d'amortissement
Machines et matériel	10 ans
Logiciels informatiques	7 ans
Améliorations locatives	Durée de vie de l'amélioration ou durée du bail, la plus courte de ces périodes étant retenue
Immobilisations en construction	Lorsque mis en service, selon la catégorie de biens

Les immobilisations en construction sont comptabilisées dans la catégorie applicable dans l'exercice au cours duquel elles deviennent utilisables et ne sont amorties qu'à partir de cette date.

Catégorie d'immobilisations	Coût					Amortissement cumulé					Valeur comptable nette	
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Ajustements	Aliénations et radiations	Solde de clôture	Solde d'ouverture	Amortissement	Ajustements	Aliénations et radiations	Solde de clôture	2021	2020
Machines et matériel	109 806 \$	0 \$	0 \$	0 \$	109 806 \$	63 935 \$	6 414 \$	0 \$	0 \$	70 349 \$	39 457 \$	45 871 \$
Logiciels informatiques	1 885 642	0	0	0	1 885 642	1 884 946	696	0	0	1 885 642	0	696
Améliorations locatives	29 720	0	0	0	29 720	23 463	6 257	0	0	29 720	0	6 257
Immobilisations en construction	1 128 350	543 275	0	0	1 671 625	0	0	0	0	0	1 671 625	1 128 350
Total	3 153 518 \$	543 275 \$	0 \$	0 \$	3 696 793 \$	1 972 344 \$	13 367 \$	0 \$	0 \$	1 985 711 \$	1 711 082 \$	1 181 174 \$

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités de DEO peuvent donner lieu à des obligations et à des contrats pluriannuels de grande envergure en vertu desquels le Ministère sera tenu d'effectuer des paiements pour mettre en œuvre ses programmes de paiements de transfert ou pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2022	2023	2024	2025	2026 et ultérieurs	Total
	(en dollars)					
Paiements de transfert						
Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	80 500 943 \$	42 147 841 \$	9 054 626 \$	6 539 765 \$	10 982 658 \$	149 225 833 \$
Programme de développement des collectivités	73 156 322	28 156 322	28 156 322	28 156 322	28 156 322	185 781 610
Programme de croissance par l'innovation régionale (connu sous le nom de croissance économique régionale par l'innovation)	137 293 117	37 036 929	5 701 985	445 727	0	180 477 758
L'Initiative pour les femmes entrepreneurs	9 420 000	3 900 000	3 900 000	3 900 000	3 900 000	25 020 000
Total	300 370 382 \$	111 241 092 \$	46 812 933 \$	39 041 814 \$	43 038 980 \$	540 505 201 \$

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

10. Opérations entre entités apparentées

En vertu du principe de propriété commune, DEO est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les apparentés incluent, entre autres, les personnes faisant partie des principaux dirigeants ou un membre de la famille proche de ces personnes et entités contrôlées en tout ou en partie par un membre des principaux dirigeants ou un membre de la proche famille de ces personnes.

DEO conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

(a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, DEO a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux installations et aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires. Ces services gratuits ont été constatés à la valeur comptable comme suit dans l'État des résultats et de la situation financière nette de DEO :

	2021	2020
	(en dollars)	
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires	3 345 320 \$	2 993 673 \$
Installations	3 076 706	2 953 286
Total	6 422 026 \$	5 946 959 \$

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Services publics et Approvisionnement Canada ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, ne sont pas inclus dans l'État des résultats et de la situation financière nette de DEO.

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(b) Administration de programmes pour le compte d'autres ministères

En vertu de lettres d'entente interministérielles distinctes signées avec le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC) le 16 avril 2019 et avec le ministère des Services aux Autochtones Canada (SAC) le 22 octobre 2019, DEO administre l'Initiative de partenariats stratégiques pour les collectivités autochtones afin de participer au développement de l'énergie propre et d'accroître la participation des Métis aux possibilités de développement économique. En 2020-2021, DEO a engagé des dépenses de 1 645 131 \$ pour l'initiative sur l'énergie propre, et en 2019-2020, DEO a engagé 2 145 131 \$ (1 645 131 \$ pour l'initiative sur l'énergie propre et 500 000 \$ pour l'initiative pour les Métis). Ces dépenses sont reflétées dans les états financiers de SAC, anciennement connu sous le nom de MAINC, et ne sont pas enregistrées dans les présents états financiers.

	2021	2020
	(en dollars)	
Initiative sur les partenariats stratégiques	1 645 131 \$	2 145 131 \$
Total	1 645 131 \$	2 145 131 \$

(c) Autres opérations avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux

	2021	2020
	(en dollars)	
Débiteurs	79 702 \$	263 751 \$
Créditeurs	1 130 312	525 697
Charges	1 455 382	1 341 122

Les dépenses inscrites à la section (c) n'incluent pas les services communs fournis gratuitement qui sont inscrits dans la section (a).

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

11. Transferts en provenance et à destination d'autres ministères

	2021	2020
	(en dollars)	
Actif :		
Débiteurs et avances (note 6)		
Transférés de Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada	(6 384) \$	0 \$
Transférés de Services aux Autochtones Canada	(1 809)	0
Transféré d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada	(1 779)	(2 780)
Transférés du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada	(561)	0
Transféré de Services publics et Approvisionnement Canada	(416)	(1 763)
Transférés du Bureau du Conseil privé	(103)	0
Transféré d'Anciens Combattants Canada	0	(2 405)
Transféré d'Emploi et Développement social Canada	0	(980)
Transféré de Patrimoine canadien	0	(296)
Transféré d'Environnement et Changement climatique Canada	0	(194)
Transféré de Santé Canada	0	(177)
Total des actifs transférés	(11 052)	(8 595)
Ajustement à la situation financière nette ministérielle	(11 052) \$	(8 595) \$

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

12. Information sectorielle

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur la responsabilité essentielle de DEO. La présentation par secteur est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2 « Sommaire des principales conventions comptables ». Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés pour les principales responsabilités essentielles, par principaux articles de dépenses et types de revenus. Voici les résultats de chaque segment pour la période :

	Services aux entreprises	Initiatives communautaires	Croissance des entreprises	Innovation	Services internes	2021	Total	2020 Total
Paiements de transfert								
Organismes sans but lucratif	277 028 631 \$	67 216 281 \$	44 769 751 \$	46 080 799 \$	0 \$	435 095 462 \$		125 128 384 \$
Industrie	0	61 981 988	5 028 640	2 162 962	0	69 173 590		66 293 181
Autres paliers de gouvernement au Canada	0	14 955 810	0	575 219	0	15 531 029		3 242 352
Total - Paiements de transfert	277 028 631	144 154 079	49 798 391	48 818 980	0	519 800 081		194 663 917
Charges de fonctionnement								
Dépense pour mauvaises créances	0	127 155 851	11 214 617	5 328 566	0	143 699 034		28 962 905
Salaires et avantages sociaux des employés	6 261 785	4 389 676	9 800 070	15 808 236	11 329 920	47 589 687		40 386 756
Services professionnels et spécialisés	3 683 438	15 010	218 578	587 142	1 774 719	6 278 887		6 562 774
Installations	425 201	282 749	649 185	1 032 235	687 336	3 076 706		2 953 286
Information	32 822	685	6 237	30 007	762 491	832 242		534 721
Location	2 979	1 771	4 626	6 463	700 756	716 595		866 723
Acquisition de machines et matériel	1 676	947	2 536	4 489	604 911	614 559		1 286 489
Transport et communication	6 577	1 240	2 610	10 390	212 907	233 724		1 418 115
Services publics, fournitures et approvisionnements	3 271	1 953	5 030	12 530	41 740	64 524		149 125
Réparations et entretien	0	0	0	0	40 333	40 333		107 999
Amortissement des immobilisations corporelles	0	0	0	0	13 367	13 367		24 996
Autres	0	0	0	0	441	441		(21 742)
Charges engagées pour le compte du gouvernement	0	(137 862 629)	(13 774 784)	(7 470 308)	0	(159 107 721)		(31 151 332)
Total - Charges de fonctionnement	10 417 749	(6 012 747)	8 128 705	15 349 750	16 168 921	44 052 378		52 080 815
Total - Charges	287 446 380	138 141 332	57 927 096	64 168 730	16 168 921	563 852 459		246 744 732
Revenus								
Intérêt	0	86 651	0	76 032	0	162 683		132 106
Autres	0	0	0	15	0	15		526
Amortissement d'escompte	0	0	0	0	0	0		2 791 412
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	0	(86 651)	0	(76 047)	0	(162 698)		(2 923 598)
Total - Revenus	0	0	0	0	0	0		446
Coût net des activités poursuivies	287 446 380 \$	138 141 332 \$	57 927 096 \$	64 168 730 \$	16 168 921 \$	563 852 459 \$		246 744 286 \$

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

13. Événements subséquents

Le 6 août 2021, le gouvernement du Canada a lancé Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan), la nouvelle agence fédérale de développement économique régional pour la Colombie-Britannique, et Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan), la nouvelle agence de développement économique régional pour les entreprises et les collectivités de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba. Le financement de la nouvelle agence axée sur la Colombie-Britannique, tel qu'il est prévu dans le budget de 2021, s'élèvera à 553,1 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2021-2022, et à 110,6 millions de dollars par année par la suite, tout en maintenant le financement actuel des programmes de base de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada pour soutenir une nouvelle agence des Prairies.